

# Education populaire une utopie d'avenir

revue Horschamp/Cassandre - décembre 2012

## Postface

par Marie-Jose Mondzain

Nous avons passé plus d'une décennie sous le joug d'une droite qui n'a eu de cesse de s'adresser au peuple, de s'inquiéter de lui pour mieux s'assurer de sa disparition par les voies les plus violentes : violences contre l'autonomie de la justice, contre les professions de la santé, contre le monde de l'éducation et contre celui de la création, violences contre la liberté d'expression et la liberté de l'information, violences contre les étrangers, les sans-logis, les sans-papiers, les sans-travail... en un mot contre toute culture, puisque la culture est la plus haute forme de résistance à la violence et la seule condition pour instituer une vie politique. La violence du pouvoir ne semblait connaître d'autre divinité que celle de la jouissance sans frein offerte aux glorieux serviteurs du profit. Le pouvoir a changé de mains, il change de discours, dès lors il faut nous assurer du véritable changement c'est-à-dire du retour à une véritable vie politique dans un tout autre rapport à la culture. N'est-il pas aussi inquiétant que dans le combat qui a su nous délivrer de la plus récente tyrannie, les termes de «culture» et de «création» aient été le plus souvent comme soigneusement éludés. Mais alors est-ce qu'une victoire mérite d'être appelée «politique» si ce qui en est la condition n'est plus évoqué ? Une victoire politique en faveur de la justice et de la liberté ne peut s'accomplir que si le peuple, désormais traité de façon juste et libre, composé de sujets désirants et parlants est reconnu de sujets créateurs de signes et d'œuvres qui témoignent de la libération pour tous de notre énergie transformatrice. Seul le peuple est sujet de la culture et la culture n'est populaire que si elle est inscrite comme condition de possibilité de la vie politique de ce peuple. Il nous faut donc plus que jamais nous battre pour que les nouvelles figures de l'autorité préservent, défendent et favorisent toutes les puissances du possible qui sont précisément ce que nous nommons «culture» afin que la défaite du plus violent des pouvoirs soit une victoire proprement politique. Si l'on refuse d'appeler dictature le pouvoir insidieux qui s'est installé à bas bruit dans le corps et l'esprit de tous les citoyens c'est donc que ceux à qui l'on a retiré le pouvoir de la parole vivent sans mot un naufrage qu'ils ne peuvent même plus nommer. Telle est la conception du peuple qui régit le néolibéralisme : dictature du chiffre, de l'évaluation et du profit qui ne connaît d'autres organes de soumission que les contrôles policiers, le régime de la peur, le discours de la sécurité et la paix du divertissement. Il est donc urgent de lutter contre l'effondrement de la vie politique sous la tyrannie du chiffre, du profit et de la mercantilisation de tous nos gestes qu'ils soient fabricateurs, producteurs ou créateurs.

Car il ne s'agit pas d'opposer ce que l'on produit à ce que l'on crée comme on opposerait le réel à la fiction. Tous nos gestes dans tous les domaines ont droit au titre de culture. Ainsi le monde du travail appartient-il à la culture alors que le vocabulaire de l'emploi et donc du chômage, voudrait faire du travail en tant que droit et dignité des savoir-faire un simple paramètre psychosocial de l'organisation économique et financière. C'est pour cette raison même que la notion de culture populaire dépasse de loin la seule question d'accès aux œuvres et à la gestion de leur diffusion. Cette question certes réelle qui est celle des politiques dites culturelles dépend entièrement de la condition de possibilité de la vie politique elle-même, à savoir de la culture en tant que partage inconditionnel des signes et des formes qui inscrivent dans la réalité sensible la figure de tous les possibles. Il ne s'agit pas d'un combat moral mais d'une lutte politique. Les démons du populisme étant de plus en plus menaçants, il est urgent de nous réapproprier le vocabulaire de cette lutte pour la culture : le mot «peuple» et le qualificatif «populaire », dont la spoliation par les tyrans a entraîné le retournement mensonger du terme de démocratie, désignent l'œuvre spécifique de la culture. Le peuple est la communauté créée par la circulation des signes et des choses dans un espace et dans un temps indéfiniment transformables. La démocratie n'est pas le régime inspiré par l'opinion du plus grand nombre, mesurée à l'aune des sondages et des élections qui sont gérés par les experts en étude de marché. L'économie néolibérale est nécessairement l'ennemi déclaré de la démocratie et rien de ce qui revient au peuple ou se réclame du populaire n'est compatible avec le despotisme d'un tel système. Le traitement des œuvres de la parole, de l'esprit et du désir qui les réduit à l'état de simples marchandises relève des décisions de l'Organisation mondiale du commerce, y compris dans les rassurantes parenthèses de l'exception culturelle ou du respect des diversités. Ces parenthèses ne reconnaissent en rien la radicalité du principe celui de la culture comme condition de possibilité du peuple et du partage populaire de notre puissance de symbolisation et de création.

La démocratie est un mot qui s'offre comme horizon pour l'action du peuple et dans les gestes créateurs et transformateurs de cette action même; de ce fait on ne saurait vivre *en* démocratie, parce qu'elle n'est pas un lieu, parce qu'elle n'a pas lieu, parce qu'elle n'est pas un espace à prendre qui coïnciderait avec les frontières d'un territoire, qu'il soit national ou européen. La démocratie ne donne le pouvoir à personne pour le donner à tous. Ce pouvoir partagé est celui qui reconnaît le droit pour tous de créer un monde et de le transformer. Le seul domaine où le partage a une prétention légitime à l'universalité est celui de la parole et de la pensée. C'est pourquoi la démocratie est le champ d'émergence du peuple en tant qu'il est composé de sujets du désir et de la parole c'est-à-dire, des sujets de la culture. La démocratie est l'essence de la culture, elle est son autre nom, son nom politique, car seule la culture fait advenir le peuple c'est-à-dire le rassemblement des corps désirants et parlants qui produisent des mondes possibles et transformables. Si l'on a voulu après les désastres de la dernière

guerre donner enfin sa forme à l'éducation populaire et au partage populaire des œuvres et des formes de la création, ce fut avec la conviction et l'espoir que désormais la construction d'un monde politique ne pouvait s'accomplir que par la voie de la création, du partage et de la transmission des choses et des signes. L'éducation en était l'organe fondateur, puisqu'elle donne à chacun les ressources de la parole dans tous les registres du possible à la fois émotionnel et rationnel. Ce qui signifie que si la réalité nous confronte à la violence des inégalités et si les abus du pouvoir nous réduisent au régime tyrannique d'un marché qui se croit inéluctable, alors la vie politique nécessite impérativement que les figures imaginaires et les énergies fictionnelles soient seules en mesure de dégager les formes d'autres mondes possibles. Seul le possible est le champ du partage pour tous de façon inconditionnelle. Pour que l'on puisse vivre et agir démocratiquement, il faut que soient reconnu et respecté le caractère inconditionnel de la liberté de la parole et du respect des droits. Quand les agents du pouvoir utilisent les institutions et le joug du marché pour faire de tous ceux qu'ils veulent soumettre une masse infantile inapte à assurer sa vie et à exercer sa pensée, on peut considérer qu'il s'agit bien de programmer la lente dissolution du peuple. Une telle tyrannie ne reconnaît plus dans le peuple le sujet constituant de la politique et s'arroge le droit régalien de faire de la culture sa propriété, en transformant le champ culturel en secteur de produits à vendre et à diffuser. Tel est le sens de ce qui se déguise sous le nom de politique culturelle : ce sont autant de gestes économiques qui n'ont d'autre fin que d'effacer la condition culturelle de la politique elle-même. La tyrannie néolibérale du profit a donc investi ce qu'elle appelle culture dans deux secteurs privilégiés : les industries de la communication et celles du divertissement mesurées à l'aune des bénéfiques escomptés. Comme Klemperer nous l'a fait saisir, le pouvoir pris sur les corps et sur les esprits commence par le pouvoir qui s'exerce sur la langue elle-même. Or, l'appellation fondatrice du ministère des Affaires culturelles est devenue ministère des Affaires culturelles et de l'Environnement en mars 1974. En juin de la même année, la figure institutionnelle s'affaiblit et devient secrétariat d'Etat à la Culture. Ainsi Giscard d'Estaing inscrit-il la réduction de la place qu'il souhaite attribuer à la culture dans la vie politique. En février 1977, l'appellation «ministère de la Culture et de l'Environnement » va prévaloir comme pour annoncer que le champ de la culture n'a aucune autonomie singulière, mais ne vit que d'être associé à un autre champ auquel il devrait finalement son sens et sa légitimité. On pouvait s'attendre à voir l'éducation associée à la culture. Il n'en fut rien. Arrive Mitterrand et en mars 1981 le couperet tombe avec une violence ravageuse et révélatrice des nouveaux choix : c'est la création du ministère de la Culture et de la Communication. Le mot est lâché, la trahison accomplie, il ne reste plus qu'à accompagner le funèbre convoi qui fait de tous les sujets du désir et de la parole, de tous les créateurs de formes qui s'adressent aux agents de l'histoire, une masse indistincte de clients sans liberté et sans droit au possible. La dignité de la culture est remise à la discrétion du pouvoir des «communicants». L'Organisation mondiale du commerce n'aura aucun mal à imposer sa loi à une

société déjà conquise par les souveraines valeurs du marché. Qu'est-ce à dire sinon qu'il s'agit du contrôle de la communication par la voie culturelle et inversement du contrôle de la culture mise au service de la communication ? C'est pourquoi, si l'on veut se battre aujourd'hui pour une nouvelle relation entre la culture et la vie politique, il faut essentiellement organiser le terrain de la lutte sur celui de la communication elle-même dans son rapport au peuple citoyen. Ni l'éducation ni la culture ne sauraient se soumettre aux techniciens et experts de la communication.

La communication veut toujours deux choses : communiquer un message et alors elle est moyen d'information, communiquer un mouvement et alors elle est stimulatrice de l'action. En tant qu'informatrice la communication pose d'emblée la question du libre exercice du jugement et du contrôle des savoirs au cœur de la transmission. Sur ce versant, la communication couvre un champ considérable qui va des lieux de la transmission du savoir (écoles, universités ... ) aux sites d'information générale de la presse, qu'elle soit écrite, radiophonique et télévisuelle. Le rôle de l'Etat est ici décisif, puisque la relation du pouvoir aux institutions qui forment et informent peut à tout moment devenir une police de contrôle des savoirs qui ne donnent de moyens qu'à celles et à ceux qui servent les intérêts de ce pouvoir. Les enseignants ne peuvent se réduire au statut d'experts ni les artistes à celui de courtisans virtuoses du pouvoir. Apprendre n'est pas apprendre à gagner, savoir n'est pas savoir réussir. La culture commence là où se déploie la gratuité du savoir, la liberté dans la recherche, le doute, l'erreur, l'hésitation. Toute éducation est culture du risque, donc toute culture passe par l'éducation du courage.

On ne peut construire de vie politique que si nous échappons au *tempo* de la pure nécessité pour faire briller des zones d'indétermination sans lesquelles aucun changement n'est possible. Or, le syllogisme néolibéral est simple : le temps c'est de l'argent, penser prend du temps, donc penser prend de l'argent, qu'est-ce que rapporte la pensée en termes d'argent ? Donc la communication sera confiée à des industriels et à des techniciens de la communication dont le but est clair : ils sont en charge de notre rapport au temps partant du principe que le temps accordé à la pensée est improductif en terme de profit. Il faut faire vite et fort. La communication publicitaire, devenue modèle de la communication politique, est à l'articulation vive entre ce qu'on donne à savoir et ce qu'on donne à sentir, donc entre le commerce et la culture. On est à la jointure entre les industries de la communication et la vie politique. Les campagnes de promotion des agents du pouvoir sont directement gérées par des agences de communication qui utilisent les instruments des études de marché pour construire la meilleure image du «produit politique à vendre». Ces industriels de la programmation sont donc au service de la consommation non seulement des choses, mais aussi des signes et des idées. Parallèlement, la notion de consommation culturelle est indissociable de celle de politique culturelle. Les détenteurs du pouvoir ne sont plus ceux à qui l'on confie le

gouvernement des personnes et la zone du partage sensible, mais ceux qui règnent sur la production et la consommation des choses et qui veillent à ce que cette consommation soit assurée par la transformation des personnes en clients. Ils n'hésitent plus désormais à appeler «peuple» et plus encore «populaire» le champ des opérations effectives où s'opère cette transformation.

Ainsi l'association paradoxale de la culture et de la communication produit-elle le retournement radical de la définition du peuple et de ce qui est populaire. La culture populaire est le corpus des choses consommées par le plus grand nombre pour le profit d'un nombre de plus en plus restreint de distributeurs et de diffuseurs de choses et d'idées. L'éducation populaire fut pensée par ceux qui voulaient véritablement l'émancipation du peuple grâce à la circulation libre des signes et des idées, grâce au partage patient du temps qu'il faut pour parler, pour penser et pour créer. S'étant battus pour la liberté de parole et de création contre toutes les tyrannies, ils sont en droit de nous demander des comptes sur le sens de leur combat.

Il est temps de rompre le contrat ravageur de la culture et de la communication, il est urgent de soutenir le combat des créateurs dans tous les secteurs de la création pour qu'ils aient les moyens de vivre et de travailler à leur rythme, indépendamment des impératifs mercantiles de la distribution et de la diffusion. Il faut retrouver la libre et longue temporalité de la rencontre, du dialogue, de l'apprentissage, retrouver et défendre la force du risque pris en inventant, la force du danger dans la création comme dans tout accueil à la surprise et à l'étranger car il n'y a pas d'autre culture que celle de l'hospitalité. La culture est politique en ce qu'elle est accueil universel des formes, rencontre de tout autre d'où qu'il vienne. On ne cesse de le rappeler au fil des échanges qui ont lieu désormais envers et contre tout grâce aux nouveaux réseaux : le peuple est à construire, il manque et ce manque est un appel à une transformation des liens qui nous retiennent les uns auprès des autres. Il semble que ces liens ne veulent plus se réduire au besoin et à la nécessité d'exploiter, de gagner et de réussir. On entend le murmure croissant d'une exigence : celle de reconstruire une vie politique. Cette vie politique a une condition et une seule, elle est inexorable : celle de la culture définie comme mise en œuvre d'une temporalité partagée par la seule énergie des corps qui parlent, qui échangent des signes et savourent ensemble des formes. Il faut que ces signes et ces formes s'adressent en toute confiance à l'intelligence de ceux qui composent un peuple justement par la grâce de ces signes et de ces formes. Ce qui signifie que les créateurs et les éducateurs, quels qu'ils soient et où qu'ils opèrent, ont en charge ce partage, que ce soit sous la figure du savoir ou sous la figure de l'art. Car l'art et le savoir sont inséparables, comme le sont le documentaire et la fiction. Tout documentaire nous apprend à rêver à partir de ce qu'il nous donne à savoir, toute fiction nous apprend à savoir à partir de ce qu'elle nous fait croire. Il en va ainsi au cœur de ce qu'est véritablement la culture. Le peuple est une fiction dont la réalité nous constitue politiquement dans le réel. La vie politique est une réalité qui ne tire sa

force et sa légitimité que des fictions constituantes qui l'animent. La culture est inconsommable et c'est de cette résistance à toute consommation que nous tirons notre énergie politique, notre espoir d'appartenir à un peuple où la reconnaissance inconditionnelle du semblable dépasse toute identité et toute frontière. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas de se réfugier dans de nouvelles utopies où l'économie et la finance auraient disparu du champ quotidien de nos échanges. Pas de robinsonnades ni de rêveries naturalisantes. Au contraire, une fois que nous serons rétablis dans notre liberté et notre dignité de sujets parlants, les conditions du partage et des échanges permettront de penser l'économie et l'écologie en terme de justice et de vie. Alors le grimaçant marché du bonheur laissera place à la joie.

**Marie-José Mondzain est philosophe, spécialiste de l'image, directrice de recherche au CNRS et professeur à l'EHESS.**

